

11 GRANDES TENDANCES DE CONSOMMATION ET DE MODE DE VIE



"Les prévisions sont difficiles, surtout lorsqu'elles concernent l'avenir"
Pierre Dac

"La meilleure façon de prédire l'avenir, c'est de le créer "
Peter Drucker

► Le présent document est une synthèse de quelques tendances économiques et sociales qui vont prendre de l'ampleur dans les années à venir.

Il a été réalisé par les auteurs à partir d'un travail de réflexion d'une cinquantaine de dirigeants de PME. Son objectif : servir de première base de réflexion pour imaginer des opportunités commerciales nouvelles.

► Qu'est ce qu'une tendance ?

Une tendance est ici définie comme une évolution prévisible majeure et durable affectant notre société (à ne pas confondre avec des phénomènes plus conjoncturels ou des phénomènes de mode).

► Diverses tendances, évoquées ici, peuvent partiellement se recouper ou, parfois même, sembler entrer en contradiction.

Sources : INSEE, Xerfi, Credoc, etc

TENDANCES	Les faits constatés	Les opportunités éventuelles
<p>La grande réorganisation de l'Etat, des collectivités territoriales et des budgets publics...</p>	<p>- Le montant total de la dette publique française (Etat, sécurité sociale, collectivités locales) dépasse 2300 milliards d'euros (*) soit 100 % du PIB (contre 50 % en 2000). La dette se monte à plus de 33 000 € par français.</p> <p>(*) Soit le prix de plus de 5,8 millions de maisons individuelles à 400 000 € l'unité.</p> <p>- Les seuls intérêts annuels de cette dette se montent à environ 1100 € par habitant. La charge annuelle de la dette est le 2^{ème} poste de dépense de l'Etat français.</p> <p>- Le déficit public (Etat, sécurité sociale, collectivités locales) 2018 est de 76 milliards d'euros (*) soit 3 % du PIB (le traité de Maastricht exige un plafonnement à 3 % maximum).</p> <p>(*) Soit plus de 6,3 millions de voitures type Renault Clio Trend neuves à 10 000 € l'unité.</p> <p>- Le taux des prélèvements obligatoires est de plus de 45 % du PIB en France, contre 35 % en Allemagne. La France figure dans les 4 nations au monde les plus soumises à ces prélèvements obligatoires. Le record est surtout atteint en matière de cotisations sociales versées par le salarié et par l'employeur.</p> <p>- Le pourcentage des français qui travaillent est insuffisant : le taux d'actifs est de 54 %, un des plus faibles taux des pays industrialisés.</p> <p>- Les dépenses sociales publiques (retraites, santé, famille, emploi) ont représenté 31,2 % du PIB 2017.</p> <p>- Le financement des régimes des retraites reste menacé malgré le premier volet de réformes engagées. Dès 2030 la France comptera plus de retraités que d'actifs.</p> <p>- Les fonctionnaires (5,4 millions) représentent 20 % de la population active, soit 80 fonctionnaires pour 1000 habitants (59 en Allemagne). Les fonctionnaires territoriaux sont passés de 1,2 millions en 1998 à 1,9 millions en 2017 (+ 58 %).</p>	<p>Avant d'évoquer d'éventuelles opportunités, il faut ici commencer par évoquer quelques évolutions à venir, que l'on peut estimer de "quasi certaines". La France est maintenant le nez dans le mur. Les réformes profondes indispensables et qui auraient dû être lancées depuis au moins 20 ans vont devoir se faire dans la en 4 ou 5 ans.</p> <p>La France n'a plus le choix. Les grandes réformes sont inéluctables. L'Etat, les collectivités locales doivent tailler "à la hache" dans les budgets. La politique d'aides sociales sera également touchée. Son développement mal contrôlé a provoqué des réflexes massifs et très coûteux d'assistanat (tout en générant des abus colossaux rarement reconnus de manière officielle).</p> <p>L'économie française est également littéralement asphyxiée par des réglementations et des normes toujours plus nombreuses et toujours plus complexes qui la pénalisent même par rapport à ses partenaires et concurrents européens. Un véritable "choc de simplification", y compris en matière de législation du travail" est inévitable à court et moyen terme.</p> <p>Opportunités éventuelles : elles sont encore difficiles à mesurer aujourd'hui mais la France pourrait être "remise sur les rails" en 4 à 5 ans au prix d'une inévitable politique très volontariste.</p>

<p>La grande réorganisation des budgets familiaux...</p>	<p>1) Une situation de l'emploi qui pèse sur la consommation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le taux de chômage français dépasse 9,2 % de la population active contre 3,6 % en Allemagne. - Des difficultés d'insertion professionnelle stable pour les jeunes qui entrent sur le marché du travail (nombreux postes en mode précaire). - Un paradoxe apparent : de très nombreux postes, dans tous les métiers, ne trouvent plus preneurs, notamment dans les métiers techniques et dans les métiers de la vente. <p>2) Un pouvoir d'achat "libre et disponible" en forte baisse depuis quelques années :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un gel des augmentations de salaires, une précarisation du travail : CDD, temps partiel... <p style="text-align: center;"><i>En parallèle, on constate :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Un alourdissement très important du coût du logement : acquisition ou location, facture de chauffage et d'eau... Un ménage moyen y consacre plus de 25 % de son budget (et jusqu'à 40 % pour certains d'entre eux). - Une envolée des coûts automobiles. Un véhicule essence coûte désormais en moyenne 6000 à 10000€ par an à un automobiliste français (le 2^{ème} poste après l'acquisition ou le leasing ou la location longue durée) est le carburant. A noter également l'inflation des tarifs d'assurance, des tarifs d'entretien, des tarifs autoroutiers et des tarifs de stationnement... S'y ajoute la sanction des infractions routières. - Une augmentation des prix sur de nombreux produits et services de grande consommation. On note aussi une opacité grandissante des tarifs, notamment sur les abonnements et les contrats de maintenance. Il devient de plus en plus difficile de savoir ce que l'on paye réellement. - Une progression des prélèvements fiscaux, malgré les discours officiels, surtout au niveau local. Un foyer français moyen verse désormais couramment entre 10 % à 20 % de ses revenus en impôts (impôt sur le revenu + impôts locaux). D'importantes variations sont bien sûr constatées selon le revenu déclaré, la situation de famille, le mode d'habitat et le lieu de résidence. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le développement de l'économie de l'usage, fondée sur un principe de location et/ou de tarification selon l'utilisation réelle. Exemple : location de la voiture plutôt que son acquisition. - Le développement de l'économie du "partage", de la "mutualisation" : covoiturage, colocation... - Les concepts et les produits repensés pour être moins coûteux, le phénomène "low cost" (*), le développement des marques de distributeur... <p>(*) Le "low cost" de faible qualité semble en revanche être en perte de vitesse.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les solutions alternatives. Exemple : vacances en camping (bungalows à priori moins cher que les locations traditionnelles ou que l'hôtel)... - Les "circuits courts" : vente directe du producteur de fruits et légumes au consommateur... - Le "recyclage" : marché de l'occasion, manifestations type "vide-greniers", les réparations et remises en état... - Les solutions de tarifications adaptées en fonction des périodes d'afflux de la demande. - Les philosophies de vie qui valorisent une moindre consommation ou une consommation plus raisonnée et plus "raisonnable".
---	--	---

	<p>- Une progression continue depuis 10 ans des dépenses liées aux nouvelles technologies du numérique et de la communication. A noter, le poids moyen des abonnements est désormais de plus de 1000 € par foyer et par an (téléphonie mobile, accès Internet, TV sur abonnement numérique spécifique, etc.)</p>	
<p>Vers un grand retour aux notions de qualité, de fiabilité, de durabilité...</p>	<p>- Le niveau de qualité et la durabilité de nombreux produits se sont littéralement effondrés. De très nombreux objets de la vie courante deviennent des "produits jetables" après une courte utilisation. La contradiction est totale avec les notions de développement durable et d'environnement.</p> <p>- Une majorité de consommateurs, échaudés par des "premiers prix" peu fiables, acceptent de payer plus cher mais sous la réserve suivante : que le surcroit de prix soit justifié par une amélioration de la qualité réellement perceptible. Le "discours" marketing classique ne suffit alors plus : il faut prouver le surcroit de qualité et de durabilité.</p> <p>- L'extrême sophistication de certains produits les rend sujets à de nombreuses défaillances inadmissibles pour les acquéreurs (exemple de certains véhicules "haut-de-gamme"). A noter : les clients sont également nombreux à réclamer une plus grande simplicité de mise en œuvre et d'utilisation.</p> <p>- Les notions de garantie (ou d'extension de garantie) ne suffisent plus vraiment à convaincre. Le réflexe du consommateur devient le suivant : "Je préfère nettement un produit réputé fiable et capable de durer plus de 5 ans à une garantie payante d'échange ou de réparation sur 3 ans".</p> <p>- Le marketing actuel va se retrouver dans une impasse : jamais le décalage entre les "promesses" annoncées et la réalité perçue par le client particulier ou professionnel n'aura été aussi grand...</p>	<p>- Le champ des opportunités est réellement immense...</p> <p>- Ce qui peut contribuer à rassurer le consommateur :</p> <ul style="list-style-type: none"> > La fabrication en Europe, en France. > Les tests établis par des laboratoires indépendants. > Certains "signes de qualité", sous réserve qu'ils soient connus ou expliqués : <i>marque Afnor, Origine France Garantie...</i> <p>- Les innovations réellement utiles, en opposition aux innovations "gadgets".</p> <p>►►► Important !</p> <p>Contrairement à certaines apparences, les consommateurs vont se préoccuper de plus en plus fortement du rapport qualité-prix des produits achetés. Cette recherche d'un rapport qualité-prix concernera également les services.</p>

<p>Une véritable obsession de la santé et de la forme...</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Un rêve : rester éternellement jeune et en bonne santé. - La population du "baby boom" qui souhaite profiter de sa retraite en excellente condition physique. - Des dépenses de santé représentent en moyenne 14 % des dépenses individuelles des français (remboursement compris) contre 7 % en 1980. En matière d'achats de médicaments les français détiennent un record du monde. - Un déficit encore très important de la sécurité sociale et du fond de solidarité vieillesse : 4,5 milliards d'euros estimé pour 2017. - De grandes campagnes nationales ou mondiales : anti-tabac, anti-alcool, prévention de l'obésité (1 français sur 2 est en surpoids ou obèse)... - Une recherche de la performance personnelle dans la vie de tous les jours et dans la vie professionnelle. - La recherche d'un équilibre psychologique, d'une harmonie avec soi-même. Se sentir mieux dans sa peau. - Un taux de suicides qui interpelle : plus de 9000 décès par an en France (presque 2 fois plus qu'en Italie). 	<ul style="list-style-type: none"> - Le secteur médical, sous toutes ses formes est appelé à évoluer. Une piste spécifique à exploiter : les solutions pour abaisser les coûts des solutions actuelles (équipements médicaux, médicaments génériques médicaments en vente libre, parcours de soins...). - Les produits et les prestations liés à l'esthétique (marché en développement : l'homme). - La consommation alimentaire : produits bio, compléments alimentaires à effets prouvés. - La pratique sportive : matériels, centres de remise en forme... Maintenant qu'une majorité de la population sait que "bouger est bon pour la santé", le marché potentiel s'agrandit... - Les supports d'informations : presse "santé", sites Internet spécialisés... - Les assurances santé privées, les mutuelles : le déficit colossal de la sécurité sociale aura des conséquences sur ce marché. - Le recours aux "guérisseurs de l'âme" : psychothérapeutes, psychologue. Les stages spécialisés "découverte de soi"...
<p>Une réclamation unanime : vivre en toute sécurité</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Une recherche accrue de solutions pour diminuer les risques de la vie quotidienne, les accidents de toutes sortes, les agressions contre les biens et les personnes. Un souhait, tendre vers l'utopique "risque zéro". - La lutte anti-terroriste (hors Défense Nationale). Budget estimé des mesures spécifiques en 2017 : 2 milliards d'euros (33 euros par français). Le budget total réel, impossible à chiffrer précisément est colossal. - Une multiplication des réglementations, des normes et des labels... et des organismes de contrôle ! - Un accroissement de la mise en œuvre des responsabilités civiles et pénales. - Une augmentation des primes d'assurance. - Des investissements techniques de sécurité de plus en plus lourds. Des budgets colossaux. 	<ul style="list-style-type: none"> - La sécurité dans la rue, à domicile et dans les entreprises : police de proximité (multiplication par 6 des effectifs en 30 ans en France), gardiennage, systèmes d'alarme et de télésurveillance, dispositifs de contrôle d'accès, dispositifs antifraude... - La sécurité alimentaire : traçabilité, hygiène... - La sécurité automobile : dispositifs de sécurité active et passive, aménagements routiers, radars automatiques, détecteurs divers... - Le développement de toutes les formes possibles et imaginables de contrats de maintenance et d'assurance... - Le retour à des valeurs d'éducation bien affirmées : valorisation de la "citoyenneté", exercice plus ferme de l'autorité parentale.

	<p><i>Exemple : la facture annuelle française de protection contre les agressions, les cambriolages et les fraudes informatiques se chiffre à 5 milliards d'euros pour les particuliers, 15 milliards pour les entreprises et 10 milliards pour le secteur public.</i></p>	
<p>La vie de famille, une valeur encore montante</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Une volonté de privilégier la vie de famille comme lieu d'épanouissement. Cette tendance n'exclut pas la multiplication des divorces et séparations. - Le dynamisme démographique français : en moyenne 2 enfants par femme. Ce taux semble cependant entamer une baisse. - La désertification rurale qui s'accroît dans certaines régions. Une famille qui déménage pour changer de région prend désormais en compte le fait qu'il y ait du travail localement pour les deux membres du couple ainsi que des facilités en matière d'étude pour les enfants (collège, lycée... à proximité). - La taille des ménages ne cesse de décroître malgré la multiplication des familles recomposées, Un ménage sur 3 ne comprend qu'une seule personne. - L'enfant et son développement personnel sont toujours plus au centre des préoccupations parentales. 	<ul style="list-style-type: none"> - La multiplication des services à domicile : entretien, garde d'enfants... - Les activités de loisirs collectifs pour les enfants. - Les cours privés de soutien scolaire sur place et à distance via Internet.
<p>Les loisirs, un nouveau droit fondamental de l'être humain</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le travail est devenu clairement une valeur de second rang pour l'essentiel de la population française. - Le budget "loisirs" demeure un poste important de dépenses des ménages (20 %). Il enregistre cependant une stagnation récente. La moitié environ du budget "loisirs" des français est dépensée en audiovisuel, pris au sens large (équipements, abonnements). En temps passé, le surf sur Internet arrive numéro 1 des loisirs pour 7 français sur 10. Ce sont plus de 5 heures par jour et par personne qui sont passées devant la télévision et sur Internet. - Le budget "vacances" stagne depuis quelques années. Moins d'un Français sur deux part en "vraies vacances" (au moins 4 nuits à l'extérieur). Un vacancier sur 2 séjourne chez des amis ou en famille. Un séjour d'été sur 10 a lieu à l'étranger. Le poste "séjour" reste malgré tout celui que les français cherchent les plus à maintenir quitte à faire des sacrifices sur d'autres postes (habillement et restaurant notamment). 	<ul style="list-style-type: none"> - Le développement des solutions de vacances bon marché : séjours plus courts (mais plus nombreux), départs hors saison, destinations plus proches, solutions "tout compris"... - La multiplication des activités de loisir à proximité des lieux de vie (grandes villes principalement) - L'essor continu des parcs de loisirs. - L'envolée des croisières. Tendances récentes en ce domaine : les jeunes couples avec enfants. - L'explosion du temps de loisir passé sur les supports numériques. - La recherche accrue de "sens" avec, par exemple, des voyages à vocation plus ou moins humanitaire.

	<p>- La France est la destination touristique numéro 1 sur le plan mondial. Plus de 83 millions de touristes étrangers viennent en France chaque année France. L'objectif de 100 millions est fixé pour 2020. En termes de chiffre d'affaires la 1^{ère} place revient aux USA et la seconde à l'Espagne. Environ 2 millions d'emplois directs sont générés en France par le tourisme.</p> <p>- La pratique sportive : plus de 58 % des français déclarent pratiquer au moins une fois par semaine une activité sportive (25 % environ en 2000).</p> <p>- Le bricolage : 13 millions de personnes ont une pratique active (chiffre en constante progression).</p> <p>- Le jardinage concernerait environ 17 millions de français.</p> <p>- Une participation à la vie associative qui reste forte : 42 % des français de plus de 16 ans sont adhérents d'au moins une association.</p>	
<p>Une population qui prend de l'âge</p>	<p>- Un français sur 5 a plus de 60 ans. La part des plus de 60 ans pourrait atteindre 24 % en 2020 et 33 % en 2050.</p> <p>- Un allongement important de la durée de vie : gain moyen d'une année tous les 4 ans.</p> <p>- Des départs relativement massifs en retraite dans les années à venir.</p> <p>- De "jeunes" retraités très actifs.</p> <p>- Une amélioration spectaculaire du niveau de vie et un pouvoir d'achat souvent élevé. Il n'en sera sûrement pas de même pour les futures générations de retraités.</p> <p>- Les difficultés prévisibles du régime actuel des retraites par répartition (voir tendance "La grande réorganisation de l'Etat, des collectivités et des budgets publics") La durée moyenne de la retraite a doublé depuis 1950. Très probablement l'âge de la retraite pour toucher sa pension à 100 % augmentera pour s'approcher des 70 ans (mais le chômage des plus de 50 ans demeure important). En 1960, 4 actifs cotisaient pour un inactif. En 2050 il y aura 1,2 actif pour cotiser pour un inactif.</p>	<p>- Un gisement très important d'opportunités commerciales : de nouveaux profils de consommateurs, des produits et services à adapter, un développement des services d'aide à domicile (et notamment toutes les solutions évitant le placement en maison de retraite).</p> <p>- Les résidences adaptées : immeubles et lotissements spécifiquement conçus pour les seniors.</p> <p>- Les solutions individuelles pour se constituer un revenu décent lors de son départ en retraite. La multiplication probable des retraités qui exerceront une petite activité à leur compte pour se faire un complément de retraite.</p>

<p>Un accès au logement dramatiquement difficile</p>	<p>- Le poids du poste "logement" dans le budget des ménages : loyers ou remboursements de prêts, chauffage, éclairage, charges diverses... Ce poste ne cesse d'augmenter. Il devient le 1^{er} poste de dépenses, généralement compris entre 20 et 40 % des revenus contre 20 à 30 % en 1990. Ce pour des surfaces habitables proportionnellement plus petites.</p> <p>- Seulement 58 % des ménages français sont propriétaires contre une moyenne européenne de 63 %.</p> <p>- Une pénurie sans précédent de logements sociaux. Plus de 20 % des français vivent actuellement en logement social. Environ 4 millions de français entrent dans la catégorie des "mal logés" (non compris les 0,7 millions de SDF).</p> <p>- Une hausse généralisée des loyers sur 10 ans. Cette hausse a été bien supérieure à l'inflation.</p> <p>- Un doublement des prix d'acquisition immobilière en 10 ans, avec une flambée dans certaines zones géographiques. Un triplement des prix est même parfois constaté dans certaines zones géographiques (Paris, Bordeaux, Annecy...). La plupart des français n'auront clairement plus les moyens d'acheter malgré des taux d'intérêts bas.</p> <p>- Des banques de plus en plus exigeantes quant à l'obtention d'un prêt pour l'acquisition d'un logement. Ces mêmes banques s'étaient mises à proposer des prêts sur 30 ans, entraînant un dérapage généralisé des prix immobiliers (les durées de prêt sont redevenues plus raisonnables).</p> <p>A noter : la raréfaction des terrains constructibles, la préservation des zones agricoles et de l'environnement. Le rêve de la maison individuelle traditionnelle a-t-il encore un avenir ?</p>	<p>- Des baisses de prix importantes, n'en déplaise aux professionnels, devraient probablement encore se produire, surtout dans l'immobilier ancien. Il n'y a pas de secrets : les prix sont devenus totalement déraisonnables en regard de ce que les ménages peuvent investir tout en continuant à vivre décemment (<i>voir tendance "La grande réorganisation des budgets familiaux..."</i>).</p> <p>- Les solutions pour construire moins cher en habitat individuel (industrialisation, préfabrication accrue...).</p> <p>- Un marché en plein essor : l'extension de surface des maisons individuelles déjà existantes.</p> <p>- Le développement de solutions de transport pour desservir des zones nouvelles d'habitat, plus éloignées des centres urbains.</p>
---	---	---

<p>Le raz-de-marée des technologies numériques</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Plus de 84 % des ménages français possèdent un ordinateur à domicile. Environ 90 % des jeunes se connectent tous les jours à Internet. - L'expansion du commerce en ligne : 1 français sur 3 achète sur Internet (+ 44% en 3 ans). - L'accès instantané à l'information avec le Web qui est devenu le 1^{er} média mondial, devant la télévision. - Plus de 57 % de la population française déclare avoir créé un profil sur au moins un réseau social (Facebook, LinkedIn...) - Le téléphone portable : plus de 90 % des français en possèdent un. - La "convergence" des technologies numériques sur un même support : le smartphone. La fonction "paiements" se généralisera sous peu. - Les technologies d'images "3D" qui vont se banaliser (sans lunettes spéciales). - La montée du stress liée au phénomène de la connection permanente, tant à titre personnel que professionnel. Les nouveaux outils de communication incitent également à une réactivité immédiate. 	<p><i>Il est impossible de citer les opportunités tant elles sont nombreuses.</i></p> <p><i>Exemples d'opportunités spécifiques :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Les bâtiments et logements "intelligents" : chauffage et climatisation, occultation (volets, stores intérieurs), surveillance, gestion à distance... - Les "objets communicants". Exemple : lave-linge qui envoie des messages sur le smartphone. - Le marché de la simplification d'usage : les tablettes (fort usage familial), les PC pour personnes âgées avec des accès facilités aux différentes fonctionnalités.
<p>La prise en compte de l'environnement et des menaces écologiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Une population mondiale qui devrait passer de 6 à 8,5 milliards d'habitants vers 2050. Le pic de population devrait alors être atteint. - La multiplication des catastrophes naturelles, le réchauffement de la planète... - Une demande d'énergie qui devrait encore progresser de 50 % d'ici à 2030. Contrairement aux apparences, pas de véritable pénurie à l'horizon : le pétrole reste relativement abondant à condition d'exploiter des gisements jusque là délaissés en raison des coûts d'extraction. Les réserves de charbon sont importantes. Le nucléaire montera encore en puissance mais avec des coûts de sécurisation en forte hausse. - Une densification urbaine nouvelle avec une tendance à résider plus près de son lieu de travail. L'enjeu des coûts de déplacements pour venir travailler va devenir primordial pour de nombreux employeurs. - Une moindre attractivité des zones commerciales trop excentrées. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le développement des énergies renouvelables, géothermique, solaire... Un objectif européen de division par 4 des émissions de CO2 d'ici 2050. Un objectif France d'ici 2020 : 20 % de la production électrique assurée par les énergies renouvelables. - La demande croissante vis-à-vis des transports en commun. D'ici à 2020, ouverture de 2000 km de nouvelles lignes TGV (rénovation de 2500 km de lignes ferroviaires classiques), création de 1500 km de lignes de tramway... - Le développement des solutions de type "covoiturage", "auto-partage"... - Les transports moins polluants : transports en commun, vélo en ville; motorisation hybride, électrique, pile à combustible...

	<p>- Le casse-tête des déchets. Les déchets ménagers représentent 573 kg par an par français, soit un doublement depuis 1960 (avec un taux de croissance actuelle de + 1 % chaque année). Seulement 20 % sont recyclés.</p> <p>- La fin de la civilisation du jetable (?)</p> <p>- La multiplication des réglementations environnementales et des taxes spécifiques prélevées.</p> <p>- Des coûts grandissants que le consommateur accepte mal de se voir répercuter : taxes spécifiques, investissements antipollution, solutions de recyclage...</p>	<p>- Les produits à faible consommation d'énergie : ampoules électriques, électroménager...</p> <p>- Le tri accru des déchets et le recyclage (objectif : 50 % des déchets ménagers recyclés en 2020), la dépollution de sites...</p> <p>- Les circuits courts : approvisionnement local, limitation du nombre d'intermédiaires...</p> <p>- Les substituts moins polluants : sacs biodégradables à base d'amidon de maïs...</p>
--	--	---